

29 juin 1979 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, A L'ISSUE DU SOMMET DES PAYS OCCIDENTAUX A TOKYO, SUR LES PROBLEMES DE L'ENERGIE, VENDREDI 29 JUIN 1979

LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ SUIVI LES DELIBERATIONS, VOUS AVEZ ENTENDU NOS DECLARATIONS, DONC JE SUIS LA POUR REPONDRE A VOS QUESTIONS A PROPOS DE CE COMMUNIQUE, A PROPOS DE NOS TRAVAUX.

- QUESTION.- (INAUDIBLE).

- LE PRESIDENT.- OUI, IL A ATTEINT TOUS SES OBJECTIFS. C'EST L'ABOUTISSEMENT D'UN PROCESSUS QUI AVAIT COMMENCE IL Y A QUELQUES SEMAINES LORSQU'ON AVAIT PREVU QUE CETTE QUESTION SERAIT SUCCESSIVEMENT TRAITEE AU CONSEIL EUROPEEN DE STRASBOURG ET AU SOMMET DE TOKYO `SOMMET OCCIDENTAL`. VOUS VOUS SOUVENEZ QUE NOUS AVIONS ETABLI UN DOCUMENT PREPARATOIRE AU SOMMET DE STRASBOURG QUI A ETE PRIS EN CONSIDERATION ET MIS AU-POINT A L'OCCASION DE CE SOMMET ET VOUS RETROUVEREZ DANS LA DECLARATION DE TOKYO LES MEMES THEMES QUE CEUX QUI FIGURAIENT DANS LE PREMIER MEMORANDUM. CE QUI ETAIT TRES IMPORTANT, C'ETAIT D'ABOUTIR A DES ENGAGEMENTS CHIFFRES. POUR QUE CES ENGAGEMENTS AIENT UN CARACTERE CONCRET POUR L'OPINION PUBLIQUE, IL ETAIT IMPORTANT QU'ILS SOIENT CHIFFRES PAR PAYS. EN MEME TEMPS, BIEN ENTENDU, NOUS AVIONS A RESPECTER LES ENGAGEMENTS COMMUNAUTAIRES. C'EST POURQUOI NOUS AVONS CHOISI DES FORMULES QUI SONT L'EXPRESSION PAR PAYS DE NOTRE ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE AUQUEL SE SONT AJOUTES DES ENGAGEMENTS SYMETRIQUES POUR LES ETATS-UNIS, LE JAPON ET LE CANADA.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS CONSIDEREZ QUE L'AMPLEUR DES HAUSSES DECIDEES PAR L'OPEP A GENEVE A PEU PRES EN MEME TEMPS QUE S'EST TENUE LA CONFERENCE DE TOKYO A AIDE CETTE DERNIERE EN QUELQUE SORTE A PRENDRE LES DECISIONS QU'ELLE A PRISES ET, DEUXIEMEMENT, QUELLE EST VOTRE APPRECIATION PERSONNELLE SUR L'AMPLEUR DE LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE TELLE QU'ELLE RESULTE DES RESULTATS DE L'OPEP ?

- LE PRESIDENT.- MA REPOSE A VOTRE PREMIERE QUESTION EST NEGATIVE. EN FAIT, C'EST AU MILIEU DE LA JOURNEE D'HIER QUE NOUS AVONS COMMENCE A PERCEVOIR LES TERMES DE NOTRE ACCORD FINAL. NATURELLEMENT, IL RESTAIT ENCORE A METTRE AU-POINT DES DETAILS MAIS ENFIN NOUS VOYIONS DEJA LE PROFIL D'ENSEMBLE. OR, NOUS N'AVONS APPRIS QUE PAR LA SUITE LES NOUVELLES DECISIONS DE PRIX DE L'OPEP. LES HAUSSES QUI ONT ETE ANNONCEES SONT DES HAUSSES TRES FORTES ET QUI S'AJOUTENT A UN NIVEAU DE PRIX QUI AVAIT ETE FIXE DEPUIS LA FIN DE 1978 `ANNEE` EN HAUSSE SENSIBLE. CE SONT DES HAUSSES SUR DES HAUSSES. L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DU MONDE ETAIT DEJA FRAGILE A LA FIN DU PREMIER SEMESTRE DE 1979 `DATE` £ LES EFFETS DE CES HAUSSES VONT S'AJOUTER AUX DIFFICULTES EXISTANTES SUR DEUX _PLANS : D'UNE_PART, UNE HAUSSE SUPPLEMENTAIRE DES PRIX, DIRECTE ET INDIRECTE £ D'AUTRE_PART, UN EFFET DEPRESSIF SUR LA DEMANDE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES PUISQU'UNE PARTIE DE

LA DEMANDE EXISTANTE SERA CONSACREE A PAYER PLUS CHER DES ACHATS DE PETROLE. DANS NOTRE COMMUNIQUE, NOUS INDIQUONS QUE CECI AURA SUR L'ECONOMIE MONDIALE A LA FOIS UN EFFET ADDITIONNEL D'INFLATION ET, EN MEME TEMPS, UN EFFET DEPRESSIF. NOUS SERONS CONDUITS A CALCULER POUR CHACUN DE NOS PAYS L'IMPORTANCE DE CES DEUX EFFETS.

- JE VOUS INDIQUE QUE LORSQUE CECI AURA ETE FAIT, NOUS EN TIRERONS LES CONSEQUENCES EN CE QUI CONCERNE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE 1979, C'EST-A-DIRE QUE NOUS VERRONS LA MESURE DANS LAQUELLE, PAR DES ACTIONS SPECIFIQUES ET DIRECTEMENT LIEES AU PROBLEME DE L'ENERGIE, NOUS POURRONS ATTENUER EN PARTIE L'EFFET DEPRESSIF DE CES HAUSSES.\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE L'ACCORD OBTENU A STRASBOURG A AIDE A L'ACCORD DE TOKYO ET, DEUXIEME QUESTION, PENSEZ-VOUS QUE LA SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE SORT RENFORCEE DE CETTE REUNION ?

- LE PRESIDENT.- OUI, SUR LES DEUX POINTS. SANS L'ACCORD DE STRASBOURG IL N'Y AURAIT PAS EU L'ACCORD DE TOKYO. D'AUTRE PART, C'EST LA PREMIERE FOIS DANS UNE REUNION DE CETTE NATURE QU'A CHACUN DES INSTANTS DE LA DISCUSSION, LA POSITION DES PAYS EUROPEENS EST PRISE EN-FONCTION DE LA SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE. NOUS ETIONS POURTANT DANS DES SITUATIONS DIFFERENTES. LA GRANDE-BRETAGNE VA PRODUIRE PRATIQUEMENT L'EQUIVALENT DE SA CONSOMMATION DE PETROLE £ L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` A UNE PRODUCTION DE CHARBON RELATIVEMENT IMPORTANTE £ LA FRANCE EST LE PAYS QUI A LE PROGRAMME NUCLEAIRE DE LOIN LE PLUS IMPORTANT DE LA COMMUNAUTE £ L'ITALIE SE TROUVE DANS UNE SITUATION D'ABSENCE DE RESSOURCES NATIONALES D'ENERGIE. DONC, NOUS ETIONS DANS DES SITUATIONS DIFFERENTES. CEPENDANT, NOUS AVONS VEILLE A TOUT INSTANT A CE QUE LES POSITIONS QUE NOUS PRENIONS SOIENT COMPATIBLES AVEC NOTRE APPARTENANCE A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

- JE NE SAIS PAS CE QU'EN ONT PENSE LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, MAIS C'EST, JE PUIS DIRE, LA PREMIERE FOIS DANS UNE REUNION INTERNATIONALE DE CE TYPE, QU'IL A ETE PARFAITEMENT CLAIR POUR NOUS-MEMES ET POUR NOS INTERLOCUTEURS, QU'IL EXISTAIT UNE COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE\

QUESTION.- EST-CE QUE VOUS ESTIMEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE NOS PARTENAIRES, NOTAMMENT JAPONAIS ET AMERICAINS, ONT FAIT UN EFFORT COMPARABLE ?

- LE PRESIDENT.- IL VA FALLOIR REGARDER TRES ATTENTIVEMENT LE DETAIL DES CHIFFRES. NOS PARTENAIRES AMERICAINS SANS AUCUN DOUTE, PUISQU'ILS PRENNENT, EN GROS, UN ENGAGEMENT QUI EST COMPARABLE AU NOTRE, MAIS DANS UNE SITUATION UN PEU DIFFERENTE PUISQUE LEUR PRODUCTION INTERIEURE DE PETROLE EST APPELEE A DIMINUER AU-COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE, A MOINS NATURELLEMENT QU'ILS NE REUSSISSENT A DEVELOPPER D'AUTRES SOURCES QUE LES SOURCES ACTUELLES DE PRODUCTION.

- EN CE QUI CONCERNE NOS PARTENAIRES JAPONAIS, MANIFESTEMENT ILS AURAIENT AU DEBUT PREFERE NE PAS AVOIR A PRENDRE D'ENGAGEMENTS CHIFFRES £ ILS ONT ACCEPTE LE PRINCIPE DE CES ENGAGEMENTS CHIFFRES ET LORSQU'ON A DISCUTE LES CHIFFRES, ILS ONT ACCEPTE UNE FOURCHETTE QUI CORRESPONDAIT A UNE EVALUATION PROCHE DE CELLE QUE NOUS ESTIMIONS NOUS-MEMES SOUHAITABLE ET ILS ONT ACCEPTE UN AMENDEMENT QUI FIGURE DANS LE TEXTE EN INDIQUANT QU'ILS FERONT UN EFFORT POUR TENDRE VERS LA PARTIE LA PLUS BASSE DE CETTE FOURCHETTE. JE CONSIDERE QUE L'ENGAGEMENT QU'ILS ONT PRIS EST CELUI QUE NOUS POUVIONS, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, ATTENDRE D'EUX\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS VOTRE DECLARATION, VOUS AVEZ LANCE UN APPEL AUX PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE `OPEP`. EST-CE QU'EN DEHORS DU CONTACT DE LONDRES, VOUS PRECONISEZ D'AUTRES INITIATIVES ?

- LE PRESIDENT.- NOUS CONTINUERONS A AVOIR DES CONTACTS AVEC LES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE. A L'HEURE ACTUELLE, CE SONT DES CONTACTS QUI SONT PRIS AVEC CEUX DES PAYS OU CEUX DES GROUPES DE PAYS QUI ESTIMENT, DE LEUR COTE, UTILE D'AVOIR DES CONTACTS AVEC LEURS INTERLOCUTEURS EUROPEENS\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, POURQUOI N'A-T-ON PAS CHIFFRE LES OBJECTIFS PAR PAYS A STRASBOURG `CONSEIL_EUROPEEN` ?

- LE PRESIDENT.- LORSQUE NOUS SOMMES ARRIVES A STRASBOURG, IL N'Y AVAIT PAS D'ACCORD AU DEPART SUR UN PLAFOND COMMUN D'IMPORTATIONS. NOUS AVIONS UN JOUR ET DEMI POUR TRAVAILLER ET NOUS AVONS OBTENU CE QUI ETAIT ESSENTIEL, C'EST-A-DIRE LA FIXATION D'UN PLAFOND COMMUNAUTAIRE QUI A ETE ACCEPTE PAR LES NEUF PAYS. ENSUITE, CES PAYS SONT DE TAILLE DIFFERENTE £ ILS PEUVENT AVOIR DES PROBLEMES PARTICULIERS DIFFERENTS. JE VOUS INDIQUE QUE CERTAINS D'ENTRE EUX, PAR EXEMPLE, AVAIENT EN CONSTRUCTION DES CENTRALES ELECTRIQUES QUI VONT ENTRER EN PRODUCTION ET QUI VONT CONSOMMER DU PETROLE £ POUR UN GRAND PAYS CECI S'ABSORBE DANS UNE MOYENNE, POUR UN PAYS PLUS PETIT CELA SUPPOSE QUELQUES CALCULS D'AJUSTEMENT ET DONC, NOUS AVONS CONSIDERE NOUS-MEMES COMME NORMAL QUE LES MINISTRES DE L'ENERGIE AIENT A VENTILER LE PLAFOND ENTRE LES DIFFERENTS PAYS. C'EST DONC POUR UNE RAISON DE CALENDRIER QU'IL ETAIT NORMAL A STRASBOURG DE FIXER UN PLAFOND COMMUN MAIS PERSONNE, NI ICI, NI DANS NOS AUTRES DISCUSSIONS, NE MET EN DOUTE AU-SEIN DE LA COMMUNAUTE `CEE` QUE NOUS RESPECTERONS CE PLAFOND COMMUN.

- QUESTION.- DANS QUELS DELAIS, MONSIEUR LE PRESIDENT ?

- LE PRESIDENT.- JE PENSE QUE LA MISE AU-POINT DEFINITIVE SERA FAITE POUR LE CONSEIL_EUROPEEN DE DUBLIN. JE CROIS QUE LES MINISTRES DE L'ENERGIE ONT COMMENCE DEJA LEURS TRAVAUX ET S'IL Y AVAIT DES ARBITRAGES FINAUX A RENDRE, ILS SERAIENT RENDUS A DUBLIN\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS POURRIEZ PRECISER L'EXPRESSION CONCERNANT LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT DES TRANSACTIONS PETROLIERES INTERNATIONALES DANS LE MARCHÉ DU PETROLE ET AUSSI COMMENT VOUS ENTENDEZ PARVENIR A UNE MEILLEURE INFORMATION SUR LE NIVEAU DES BENEFICES DES COMPAGNIES PETROLIERES ET SUR L'USAGE QU'ELLES FONT DE LEURS DISPONIBILITES ?

- LE PRESIDENT.- SUR LE PREMIER POINT, D'ABORD, VOUS VOYEZ LE PROGRES PAR-RAPPORT A LA SITUATION ANTERIEURE OU IL N'Y AVAIT RIEN CONCERNANT CES MARCHES LIBRES OU CE QU'ON APPELLE EN LANGAGE TECHNIQUE LES MARCHES "SPOT". D'UNE_PART, ON S'EST MIS D'ACCORD SUR DES DISPOSITIONS PERMETTANT D'ASSURER LA TRANSPARENCE DU MARCHÉ, C'EST-A-DIRE DE SORTIR DE LA SITUATION DE CLANDESTINITE OU SE TROUVAIENT JUSQU'ICI CES MARCHES EN INSTITUANT UNE PROCEDURE D'ENREGISTREMENT DES TRANSACTIONS PETROLIERES INTERNATIONALES. D'AUTRE_PART, NOUS AVONS CONVENU D'ENTREPRENDRE LA PREPARATION D'UNE TECHNIQUE CONSISTANT A EXIGER, AU MOMENT DE L'ARRIVEE DANS CHACUN DE NOS PAYS DES CARGAISONS DE PETROLE BRUT, LA PRESENTATION DE DOCUMENTS INDIQUANT LE PAYS D'ORIGINE ET LE PRIX AUQUEL CE PETROLE BRUT A ETE VENDU PAR LE PAYS PRODUCTEUR. SI LA FORMULE QUI A ETE UTILISEE EST ASSEZ COMPLEXE, C'EST QUE SUR LES NEUF PAYS, DEUX D'ENTRE EUX PENSAIENT QU'IL Y AVAIT DES DIFFICULTES ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ETABLISSEMENT DE CE PROGRAMME, MAIS JE VOUS INDIQUE QUE LES PRINCIPAUX PAYS DE LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE, LES ETATS-UNIS, LE JAPON, CONSIDERAIENT QU'EN CE QUI LES CONCERNE, IL N'Y AVAIT PAS DE DIFFICULTE A CET EGARD. DONC, JE PENSE QU'APRES LES TRAVAUX TECHNIQUES NECESSAIRES, NOUS

EGARD. DONC, JE PENSE QU'APRES LES TRAVAUX TECHNIQUES NECESSAIRES, NOUS POURRONS METTRE EN PLACE CETTE PROCEDURE QUI CONSTITUERA UNE GRANDE NOUVEAUTE EN CE QUI CONCERNE LA CONNAISSANCE DES PRIX D'ACHAT ET DE L'ORIGINE DES PETROLES IMPORTES. POUR CE QUI EST DES NIVEAUX DE BENEFICE ET L'USAGE DE CES BENEFICES DES COMPAGNIES PETROLIERES, IL S'AGIT DES COMPAGNIES MULTINATIONALES PUISQUE SUR LES COMPAGNIES NATIONALES, NOUS DISPOSONS BIEN ENTENDU DE TOUTES LES INFORMATIONS NECESSAIRES. ALORS, C'EST DONC AUX MINISTRES DE L'ENERGIE DE DEFINIR ENSEMBLE LA MANIERE D'IDENTIFIER CES PROFITS DES COMPAGNIES PETROLIERES ET L'USAGE QU'EN FONT CELLES-CI.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE LE SOMMET A ETUDIE D'EVENTUELLES PROPOSITIONS D' ACTIONS CONCERTEES POUR AIDER LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON PRODUCTEURS DE PETROLE ?

- LE PRESIDENT.- PAS DE MANIERE DETAILLEE. VOUS VERREZ QU'IL Y A UN PASSAGE CONCERNANT L'AIDE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT ET EN-PARTICULIER LA PREOCCUPATION QUE NOUS AVONS CONCERNANT LA SITUATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT NON PRODUCTEURS DE PETROLE. C'EST A EUX QUE NOUS PENSONS LORSQUE NOUS DISONS QUE NOUS POURSUIVRONS ET ACCENTUERONS NOTRE EFFORT D'AIDE. C'EST EN DIRECTION DE CES PAYS QUE CET EFFORT DEVRA ETRE ACCENTUE. MAIS NOUS NE SOMMES PAS ENTRES DANS LE DETAIL DES DISPOSITIONS. IL Y A PAR CONTRE UN POINT IMPORTANT POUR CERTAINS PAYS ET NOTAMMENT LE VIOTRE, C'EST LE SOUTIEN QUE NOUS APPORTONS A UNE PROCEDURE PERMETTANT AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX ET EN-PARTICULIER LA BANQUE MONDIALE, DE FINANCER DANS DE MEILLEURES CONDITIONS, C'EST-A-DIRE A DES TAUX PLUS BAS, LA RECHERCHE ET LA MISE EN PLACE DE MOYENS DE PRODUCTION DE PETROLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT. NOUS SOUHAITONS QU'UNE PROCEDURE DE FINANCEMENT SPECIALE PUISSE ETRE MISE A LA DISPOSITION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT QUI PEUVENT DEVENIR PRODUCTEURS DE PETROLE, NOTAMMENT CERTAINS PAYS AFRICAINS.

QUESTION.- JE VEUX VOUS DEMANDER, MONSIEUR LE PRESIDENT, SI VOUS AVEZ ETE SURPRIS PAR L'ETENDUE DES RESULTATS OBTENUS OU SI VOUS AVEZ PENSE, DES LE DEPART, QUE LES CHOSES SE DEROULERAIENT DE CETTE FACON ?

- LE PRESIDENT.- NON, DEPUIS STRASBOURG `CONSEIL EUROPEEN`, JE PENSAIS QUE NOUS ABOUTIRIONS A UN ACCORD. CE QUI EST VRAI, C'EST QUE LE MOUVEMENT VERS CET ACCORD A ETE PEUT-ETRE PLUS RAPIDE QU'ON NE LE PENSAIT. CAR FINALEMENT TOUT CECI S'EST PASSE EN DEUX STADES £ PREMIERE PERIODE : HIER MATIN ON N'APERCEVAIT PAS ENCORE LES MODALITES DE CET ACCORD ET NOTAMMENT IL Y AVAIT UNE GRANDE RETICENCE CHEZ CERTAINS PARTICIPANTS A ACCEPTER, POUR 1985, DES OBJECTIFS DETAILLES PAR PAYS. ET PUIS, C'EST AU-COURS DU DEJEUNER QU'ON A PU PROPOSER UNE FORMULE PERMETTANT D'ENGAGER D'UNE FACON PLUS PRECISE LA DISCUSSION ET DEPUIS CE MOMENT-LA, JE N'AI PAS EU DE DOUTE QUE NOUS ABOUTIRIONS A UN ACCORD.

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL MANQUE ACTUELLEMENT 2 MILLIONS `NOMBRE` DE BARILS PAR JOUR POUR EQUILIBRER LE MARCHE. EST-CE QUE L'AUTO-DISCIPLINE, LES MESURES D'AUTO-DISCIPLINE QUI ONT ETE DECIDEES AUJOURD'HUI SONT DE NATURE A NOUS PERMETTRE DE DEMANDER AU CARTEL PETROLIER D'AUGMENTER SA PRODUCTION POUR QU'IL Y AIT UN EQUILIBRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE ?

- LE PRESIDENT.- VOUS ME PERMETTEZ DE NE PAS PRONONCER UN JUGEMENT CATEGORIQUE SUR CE POINT PARCE QU'IL Y A UN CERTAIN DESEQUILIBRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE MAIS IL Y A EGALEMENT DES MOUVEMENTS QUI SERONT VARIABLES D'UNE SAISON A UNE AUTRE. IL Y A EU EN DEBUT D'ANNEE DES PHENOMENES DE RECONSTITUTION DE STOCKS DANS TEL OU TEL PAYS CONSOMMATEUR. CE QU'ON PEUT DIRE A L'HEURE ACTUELLE, C'EST QUE LA DIFFERENCE ENTRE LE TOTAL DES QUANTITES DEMANDEES ET LE TOTAL DES QUANTITES

DIFFERENCE ENTRE LE TOME DES COMITES DE TRAVAIL ET LE TOME DES COMITES OFFERTES N'EST PAS CONSIDERABLE. L'EFFORT ADDITIONNEL D'ECONOMIE `ENERGIE` QUI SERA FAIT PAR LES PRINCIPAUX PAYS CONSOMMATEURS EN 1979 ET 1980 `ANNEE` AURA A LA FOIS UN EFFET MECANIQUE ET UN EFFET PSYCHOLOGIQUE QUI DEVRAIENT RAPPROCHER LE MARCHE DE LA SITUATION D'EQUILIBRE. DANS LE MEME TEMPS, NOUS CONTINUERONS A DEMANDER A CERTAINS PAYS PRODUCTEURS S'ILS SONT EN_MESURE, JUSQU'AU RETOUR DE CET EQUILIBRE DU MARCHE, DE MAINTENIR LEUR PRODUCTION A UN NIVEAU LEGEREMENT SUPERIEUR AU NIVEAU ACTUEL.\nQUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, COMMENT LES PAYS CONSOMMATEURS PENSENT-ILS POUVOIR OBTENIR UN APPROVISIONNEMENT EQUITABLE EN PRODUITS PETROLIERS (...) ?

- LE PRESIDENT.- CECI VEUX DIRE QUE DANS LA POLITIQUE QUI SERA SUIVIE SOUS LES DIFFERENTES RUBRIQUES PRECEDENTES, LA PREOCCUPATION D'ASSURER UN APPROVISIONNEMENT EQUITABLE EST UNE PREOCCUPATION QUI SERA PRISE EN-COMPTTE. VOUS TROUVEREZ DANS UN AUTRE PASSAGE DU COMMUNIQUE LE FAIT QU'ON S'ENGAGE A NE PLUS RECOURIR A DES PRATIQUES QUI ONT POUR CONSEQUENCE D'ABOUTIR A UN RENCHERISSEMENT DES PRIX DANS UN ESPRIT DE COMPETITION AU-TITRE DE LA DEMANDE. NOUS PENSONS PAR LA AUX SUBVENTIONS QUI ONT ETE INSTAUREES ICI OU LA `ETATS-UNIS` SUR TELLE OU TELLE CATEGORIE DE PRODUITS RAFFINES. IL EST DIT D'UNE_PART QUE CECI DEVRA ETRE REDUIT ET ELIMINE ET, D'AUTRE_PART, QUE POUR L'AVENIR, IL SERA EXCLU D'UTILISER DE TELLES MESURES, CE QUI EST PAR-RAPPORT A LA SITUATION DES MOIS PRECEDENTS, UNE TRES SENSIBLE AMELIORATION. NOUS INDIQUONS DONC PAR LA QUE NOUS NE VOULONS PAS QUE LA REPARTITION DE LA RESSOURCE SE FASSE A-PARTIR D'UNE COMPETITION PAR LES PRIX SUR DES MARCHES DESORDONNES. C'EST DANS LA CONCERTATION ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS CONSOMMATEURS QUE L'ON VEILLERA A ASSURER CET APPROVISIONNEMENT EQUITABLE DES DIFFERENTS PAYS.\nQUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS LE CONTEXTE PARTICULIER CREE PAR LES DECISIONS DE L'OPEP A GENEVE, QUEL JUGEMENT PORTEZ-VOUS SUR L'ENSEMBLE DES RESULTATS DU SOMMET DE TOKYO ?

- LE PRESIDENT.- JE L'AI DIT TOUT A L'HEURE. LE SOMMET DE TOKYO A ATTEINT SES OBJECTIFS, C'EST-A-DIRE QUE NOUS AVONS FAIT A TOKYO CE QUE NOUS POUVIONS ET, A MES YEUX, NOUS DEVIONS FAIRE. LE SOMMET DE TOKYO NE REGLE PAS A LUI SEUL, ET NE PEUT PAS REGLER A LUI SEUL, LE PROBLEME DE L'ENERGIE PUISQUE NOUS NE SOMMES PAS LES SEULS ACTEURS DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE DE L'ENERGIE. NEANMOINS, NOUS CREONS DES CONDITIONS QUI DOIVENT PERMETTRE D'ABORDER LES AUTRES ASPECTS DE LA SOLUTION DE CE PROBLEME DANS DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES.\nQUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION DES NATIONS OCCIDENTALES SUR LE PROBLEME DE L'ENERGIE LAISSE AUSSI PREVOIR UN RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SUR LES PROBLEMES MONETAIRES ?

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS PARLE DES PROBLEMES MONETAIRES MAIS LA COOPERATION MONETAIRE REMONTE AU SOMMET DE RAMBOUILLET & ELLE S'EST D'AILLEURS MANIFESTEE DANS LES DERNIERS JOURS DE FACON A EVITER DES MOUVEMENTS EXCESSIFS CONCERNANT LES TAUX DE CHANGE. NOUS AVONS OBSERVE LE BON FONCTIONNEMENT DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN AU-COURS DES DERNIERS JOURS. C'EST AINSI QUE, MALGRE DES FLUCTUATIONS RELATIVEMENT AMPLES DE LA MONNAIE AMERICAINE, LES VARIATIONS DE TAUX A L'INTERIEUR DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN `SME` SONT RESTEES EXTREMEMENT LIMITEES ET CECI PRATIQUEMENT SANS INTERVENTION. IL Y A DONC DE CE FAIT UNE VERIFICATION PAR L'EXPERIENCE DE L'UTILITE ET DES CONDITIONS POSITIVES DE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN.\nQUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN QUANT A LA POLITIQUE MONETAIRE, LES PAYS OCCIDENTAUX ONT-ILS DES PROBLEMES PARTICULIERS ?

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, QU'ENTENDENT LES SEPT PARTICIPANTS AU SOMMET DE TOKYO, TOUJOURS CONCERNANT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, PAR LE FLUX D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS QUI POURRAIENT ETRE AUGMENTES PAR LA PRESENCE D'UN CLIMAT QUI LEUR EST FAVORABLE ?

- LE PRESIDENT.- C'EST LE PROBLEME DE LA GARANTIE DES INVESTISSEMENTS OU DES INDICATIONS QUI PEUVENT ETRE DONNEES A CET EGARD. NOUS PASSONS UN CERTAIN NOMBRE DE CONVENTIONS AVEC LES PAYS EN DEVELOPPEMENT POUR ASSURER CETTE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS ET C'EST L'ATTITUDE GENERALE DE CES PAYS A LAQUELLE NOUS FAISONS ALLUSION.

- JE VOUDRAIS TERMINER. CE QUI EST DIFFICILE QUAND ON PARTICIPE A UNE REUNION DE CETTE _NATURE, C'EST QU'ELLE ABOUTISSE A L'OBJECTIF QUE L'ON POUVAIT S'ASSIGNER. NATURELLEMENT IL FAUT CONTINUER A VIVRE AVEC LE PROBLEME & CE SERAIT UNE GRAVE ERREUR DE CONSIDERER QUE PARCE QUE NOUS AVONS ABOUTI A CE QUE NOUS POUVIONS FAIRE ICI, NOUS ALLONS POUVOIR IGNORER LE PROBLEME. NON, LE PROBLEME DE L'ENERGIE RESTE LA ET LES CONSEQUENCES SUR NOTRE ECONOMIE, A LA FOIS DE SA RAREFACTION ET DE L'ELEVATION DE SON COUT, SONT DES CONSEQUENCES QUI SUBSISTENT. SIMPLEMENT, NOUS NOUS EFFORCONS D'ETABLIR UNE SITUATION DANS LAQUELLE NOUS MAITRISERONS DAVANTAGE POUR L'AVENIR L'EVOLUTION DE CE PROBLEME. MAIS NOUS AURONS EN CE QUI CONCERNE NOTRE PROPRE VIE ECONOMIQUE NATIONALE, A TIRER LES CONSEQUENCES DE CETTE SITUATION DANS LAQUELLE L'ENERGIE RESTERA RARE ET DANS LAQUELLE L'ENERGIE RESTERA CHERE.\

QUESTION.- A CE SUJET `HAUSSE DU PRIX DE L'ENERGIE`, MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE D'ACTION SPECIFIQUE POUR 1979 `ANNEE`. POUVEZ-VOUS NOUS PRECISER UN PEU VOTRE PENSEE ?

- LE PRESIDENT.- CERTAINEMENT PAS PUISQUE C'EST LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT DE L'ETUDIER ET JE CROIS D'ABORD QU'IL FAUT ANALYSER AVEC SOIN LE DEROULEMENT DES EVENEMENTS DES ANNEES 1973 ET 1974 POUR VOIR QUELS ONT ETE SUR NOTRE ECONOMIE, DANS CES ANNEES, LES EFFETS D'AUGMENTATION DU PRIX DU PETROLE ET QUELLES DEVRAIENT ETRE LES MESURES CORRECTIVES QUI EVITERAIENT CERTAINS DES GLISSEMENTS QUE NOUS AVONS CONSTATES A CETTE EPOQUE ET, D'AUTRE_PART, NOUS DEVONS, COMME JE L'AI DIT, IMAGINER DE COMPENSER PARTIELLEMENT - NON PAS FAIRE DISPARAITRE, BIEN ENTENDU - MAIS COMPENSER PARTIELLEMENT L'EFFET DEPRESSIF DE CES HAUSSES DU PRIX DU PETROLE, MAIS D'UNE MANIERE QUI S'ATTAQUE A LA SOURCE DU MAL, C'EST-A-DIRE EN REGARDANT QUELLE INCITATION SUPPLEMENTAIRE NOUS POURRIONS APPORTER EN CE QUI CONCERNE LES INVESTISSEMENTS OU LES RECHERCHES SUSCEPTIBLES D'ECONOMISER L'ENERGIE.\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS L'INTERVIEW RECENTE QUE VOUS AVEZ DONNEE A ASAHI SHIMBUN `JOURNAL `JAPON`, VOUS AVEZ INDIQUE QUE CE SERAIT POUR VOUS UN RESULTAT POSITIF QUE LES AMERICAINS RENONCENT A SUBVENTIONNER A HAUTEUR DE 5 DOLLARS `SOMME` PAR BARIL LEURS IMPORTATIONS. OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI A LA FIN DU SOMMET DE TOKYO ?

- LE PRESIDENT.- EH BIEN, VOUS VERREZ A LA PAGE 4 DU COMMUNIQUE, NOUS AVONS TRAITE CE SUJET : "NOUS CHERCHERONS A REDUIRE PUIS A ELIMINER LES MESURES ADMINISTRATIVES ET A EVITER DE NOUVELLES SUBVENTIONS SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER UNE PRESSION A LA HAUSSE" ETC. ET L'EXPRESSION "ELIMINER" A ETE ACCEPTEE PAR LA DELEGATION DES ETATS-UNIS, C'EST LA DELEGATION CANADIENNE, POUR DES RAISONS COMPLEXES DE LEGISLATION INTERNE, QUI A DEMANDE L'EXPRESSION "A REDUIRE, PUIS A ELIMINER" & DU COTE AMERICAIN ON A ACCEPTE L'EXPRESSION "ELIMINER".\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LES ECONOMIES LIBERALES PEUVENT-ELLES, D'ICI

A 1985 `ANNEE`, PREVOIR CE QU'ELLES IMPORTERONT OU N'IMPORTERONT PAS DE PETROLE ?

- LE PRESIDENT.- CURIEUSEMENT, OUI. VOUS AVEZ SOUS LES YEUX LES TRAVAUX QUE NOUS AVONS CONDUITS EN FRANCE SUR CE SUJET ET ON ARRIVE A UNE ASSEZ GRANDE PRECISION, PARCE QUE NOUS DISPOSONS D'UN CERTAIN NOMBRE DE SOURCES D'ENERGIE. NOUS DISPOSONS DE SOURCES D'ENERGIE ELECTRIQUE QUI PEUVENT ETRE PLUS OU MOINS ALIMENTEES PAR LE PETROLE ET QU'ON PEUT, PAR EXEMPLE, DECIDER DE RECONVERTIR PLUS OU MOINS EN_DIRECTION DU CHARBON. NOUS AVONS UN PROGRAMME TRES IMPORTANT D'ENTREES EN_SERVICE DE CENTRALES NUCLEAIRES DANS LES ANNEES A VENIR ET LE REPORT D'UNE PARTIE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE SUR L'ENERGIE ELECTRIQUE NUCLEAIRE EST EGALEMENT QUELQUE CHOSE QUI NOUS DONNE UNE CERTAINE SOUPLESSE D'ACTION. DONC, ON PEUT CONNAITRE AVEC UNE RELATIVE PRECISION, LES BESOINS D'ENERGIE ET LA PART DES BESOINS D'ENERGIE A COUVRIR PAR LE PETROLE IMPORTE. VOUS VOUS SOUVENEZ QUE NOUS AVONS FIXE DES PLAFONDS AU-COURS DES DERNIERES ANNEES QUI ONT ETE TRES DETAILLES, QUI S'EXPRIMAIENT EN FRANCS ET NOUS AVONS PU NOUS EN TENIR A CES PLAFONDS AU-COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES.

- QUESTION.- ET AUX ETATS-UNIS ET EN ALLEMAGNE ?

- LE PRESIDENT.- EH BIEN, JE DIRAI QUE POUR L'ALLEMAGNE `RFA`, C'EST LA MEME CHOSE. L'ALLEMAGNE A DES SOURCES ALTERNATIVES IMPORTANTES & NOTAMMENT DE CHARBON ET ELLE PEUT RECOURIR PLUS OU MOINS A L'ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION DE CHARBON. JE CROIS QUE DU COTE DES ETATS-UNIS, ON VA ASSISTER AU LANCEMENT DE PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES NOUVELLES TRES IMPORTANTS CAR LES ETATS-UNIS DISPOSENT D'UN CERTAIN NOMBRE DE RESSOURCES ALTERNATIVES QUE VOUS CONNAISSEZ ET DONT LA RENTABILITE OU LA POSSIBILITE D'EXPLOITATIONS EST MAINTENANT TRES PROCHE DES NIVEAUX QUI ONT ETE ATTEINTS PAR LE PRIX DU PETROLE. DU COTE DES ETATS-UNIS, C'EST PAR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES QU'ILS POURRONT MODULER LEURS BESOINS EN PETROLE IMPORTE.

QUESTION.- LES DECISIONS DE STRASBOURG ET DE TOKYO AURONT-ELLES DES REPERCUSSIONS SUR LA POSITION FRANCAISE A L'EGARD DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE ?

- LE PRESIDENT.- NON, ELLES N'EN AURONT PAS. NOUS AVONS PREVU QUE L'APPLICATION, LA MISE EN_OEUVRE DE CES DECISIONS, SERA SUIVIE PAR LES SEPT PAYS PUISQUE C'EST EUX QUI ONT PRIS CES ENGAGEMENTS, ET QU'ELLE SERA SUIVIE PAR CES SEPT PAYS A L'INTERIEUR DE L'OCDE SUIVANT DES FORMULES A DETERMINER. C'EST DONC SOUS CETTE FORME DE COOPERATION QUE NOUS VEILLERONS A LA MISE EN APPLICATION ET AU RESPECT DES ENGAGEMENTS QUI ONT ETE PRIS A TOKYO.

- UN POINT POUR CEUX D'ENTRE VOUS QUI SONT DES SPECIALISTES DES QUESTIONS EUROPEENNES PARCE QUE L'ARTICULATION ENTRE LES DECISIONS DE TOKYO ET LES DECISIONS DE STRASBOURG PEUT PARAITRE COMPLIQUEE. NOUS AURONS A FIXER PAR UNE PROCEDURE COMMUNAUTAIRE DES PLAFONDS NATIONAUX POUR 1979 - 80 ET 85 `1985 `ANNEE`. ON PEUT S'ETONNER QU'ON AIT FIXE DES PLAFONDS POUR CERTAINS ETATS ET ON PEUT SE DEMANDER SI NOUS NE LIMITONS PAS, PAR LA MEME, LA LIBERTE DE FIXATION DE PLAFONDS POUR NOS AUTRES PARTENAIRES. NON, CAR CE QUE NOUS AVONS FIXE POUR NOUS, CE SONT DES PLAFONDS, CE NE SONT PAS DES DROITS. NOUS AVONS DIT PAR EXEMPLE QUE LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE, L'ALLEMAGNE `RFA`, NE DEMANDERAIENT PAS A IMPORTER PLUS QUE LE PLAFOND `DES IMPORTATIONS DE PETROLE` QUI A ETE FIXE PRECISEMENT PAR LA COMMUNAUTE `CEE`, C'EST-A-DIRE LA REFERENCE 78 `1978 `ANNEE`. MAIS IL PEUT TRES BIEN ARRIVER QUE LA DISTRIBUTION COMMUNAUTAIRE NOUS AMENE A DES CHIFFRES PLUS BAS, C'EST-A-DIRE QUE TEL PAYS AIT UN PEU PLUS ET QUE TEL AUTRE AIT UN PEU MOINS. COMME AUCUN DE NOUS N'A DEMANDE QUE NOTRE PLAFOND SOIT SUPERIEUR

FINANC. COMME ACCORD DE NOUS N'A DEMANDE QUE NOTRE PLAFOND SOIT SUPPLEMENTAIRE AU PLAFOND COMMUNAUTAIRE, NOUS POURRONS, LE CAS ECHEANT, AVOIR UNE CERTAINE MODULATION A L'INTERIEUR DE CES PLAFONDS. DONC, LA COMMUNAUTE GARDE TOUTE LATITUDE DE FIXER LES PLAFONDS TENANT _COMPTE DE LA REPARTITION JUSTE DES SACRIFICES ENTRE LES ETATS MEMBRES.

- VOILA, JE VOUS REMERCIE. BON RETOUR.\